

**COMMUNAUTÉ** Les peuples des cinq continents se sont donné rendez-vous à Dakar. Cette ville métissée accueille une communauté marocaine depuis plus de 50 ans. Rencontres avec des Marocains dans le pays de la Terrangua.

## MAROCAINS DU SÉNÉGAL

# Les caravaniers du 21<sup>e</sup> siècle



Hassan Ennaji un des commerçants de la rue Mohammed V.

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL À DAKAR S. LEMAIZI

**B**abouches fassies, jellaba en mlifa et tissus de soie décorent les étales du magasin de Hassan Ennaji. Sur l'un des murs trône un grand portrait de feu Hassan II. Vous n'êtes pas au Souk El Henna à l'ancienne médina de Fès, mais bien en plein centre-ville de Dakar, plus précisé-

ment à la rue Mohammed V, non loin de la Place de la République. « Il y a 12 ans, je suis venu avec ma petite famille m'installer à Dakar. Depuis, je gagne mieux ma vie », se réjouit ce commerçant fassi. La rue Mohammed V compte une dizaine de commerçants comme Hassan. Ils tiennent ces échoppes et perpétuent une tradition séculaire. Avec la grande Mosquée de Dakar, construite grâce à un don

marocain, cette artère fait partie des symboles montrant la place de choix réservée à la communauté marocaine dans ce pays. C'est une histoire de religion, de familles et de commerce.

### L'artisanat marocain face au made in China

Ahmed a 20 ans. Ce casablancais entame sa deuxième année à Dakar. « J'ai rejoint ma tante pour l'aider dans la gestion de son commerce », affirme-t-il. Sa tante réside au Sénégal depuis vingt ans et elle s'est mariée avec un Sénégalais. « Je suis prêt à faire ma vie dans ce pays », nous confie-t-il.

Mohamed Alaoui, voisin d'Ahmed, a quitté son Taounat natale pour venir s'installer à

### Des camions frigorifiés font 1800 km, à partir d'Agadir en passant par la Mauritanie, pour livrer le marché sénégalais

Dakar. Il dirige un atelier de confection de chaussures à la capitale sénégalaise depuis 10 ans. « Des amis m'ont parlé de l'opportunité de venir travailler à Dakar. Je n'ai pas hésité à franchir le pas, surtout que cela me permettait d'améliorer mes conditions de vie », avance-t-il. Une décennie après son arrivée, bien des choses ont changé. « Les Chinois débarquent en force en Afrique subsaharienne et on n'arrive pas à concurrencer leurs produits », constate, démuni cet artisan marocain.

Comme Mohamed et Hassan, plusieurs commerçants envisagent de rentrer au pays. « La vie est de plus en plus chère à Dakar et nos marges sont en train de se réduire à vue d'œil », explique Hassan. Ce dernier prépare déjà son retour définitif. Son épouse et ses enfants sont déjà

rentrés à Fès. Pour sa part, Mohamed ne veut pas précipiter les choses : « *Ce pays recèle de réelles potentialités, je prospecte d'autres secteurs avant de me décider* ». Si le commerce des produits de l'artisanat reste la vitrine des Marocains installés au Sénégal, ces derniers investissent d'autres secteurs.

À la place de l'indépendance à Dakar, la présence marocaine est bien visible à travers deux banques marocaines et la compagnie aérienne nationale. Le Maroc a aussi une présence stratégique dans la vie des Sénégalais à travers l'export des agrumes. Ces produits réalisent une percée sur ce marché ouest-africain. Des camions frigorifiés font 1 800 km, à partir d'Agadir en passant par la Mauritanie, pour livrer le marché sénégalais. Des échanges commerciaux facilités par les liens historiques entre les deux peuples.



### Trois siècles au Sénégal

Selon l'Ambassade marocaine à Dakar, le nombre de Marocains au Sénégal ne dépasse pas 5.000. Un chiffre qui ne reflète pas le nombre réel des ressortissants marocains présents sur le sol sénégalais. « *Les Marocains sont trois fois plus nombreux que le chiffre inscrit sur le registre de l'Ambassade* », rectifie Taleb Berrada, ambassadeur du Maroc au Sénégal. Ce décalage s'explique par l'existence d'une convention d'établissement entre le Maroc et le Sénégal depuis 1964. « *Cet accord abolit les visas et la nécessité d'avoir un permis de séjour pour les ressortissants des deux pays, d'où la difficulté d'avoir des chiffres exacts sur le nombre de Marocains vivant au Sénégal* », souligne l'ambassadeur. En outre, 850 étudiants marocains au Sénégal sont inscrits en médecine, pharmacie ou architecture. Chaque année, une centaine d'étudiants rejoignent ce contingent. L'installation des Marocains au Sénégal date du 19e siècle. A l'époque, des familles de

“ **Les Marocains sont trois fois plus nombreux que le chiffre inscrit sur le registre de l'Ambassade.** ”

TALEB BERRADA, AMBASSADEUR  
DU MAROC AU SÉNÉGAL



commerçants venus de Fès, Marrakech ou Guelmim s'implantaient dans les centres commerciaux du sud du Sahara, dont Dakar. Après avoir été un point de passage, le Sénégal est devenu un pays d'accueil pour ces caravaniers. Certains historiens considèrent ces derniers comme ayant été à l'origine de la transformation de la ville de Saint-Louis d'une halte de transit à un centre maritime en Afrique de l'Ouest. Les liens entre cette ville historique et Fès ont permis un jumelage qui date de 1979.

« *Au Sénégal, les Marocains se sont intégrés parce qu'il y avait des affinités, des points en commun, culturels mais surtout religieux, le Sénégal étant un pays à majorité musulmane. Il y a eu ensuite les tidjanes qui portent un regard autrement plus admirateur au Maroc* », observe une étude réalisée par l'ONU sur la migration entre les deux pays. La même enquête revient sur le métissage entre les deux pays : « *Le métissage par les liens de mariage avec les autochtones donna lieu à une première communauté sénégalomaroquine qui a toujours gardé un fort sentiment* »

## ASSOCIATIONS

### L'argent de la discorde

Les associations représentant les Marocains du Sénégal cultivent leurs divisions. Ces organisations sont au nombre de sept. Le Conseil national des Marocains au Sénégal (CNMS) est l'instance la plus ancienne. Sa gestion d'un fonds social octroyé par feu Hassan II aux démunies de la communauté marocaine du Sénégal, en 1964, fait l'objet d'une contestation récurrente. En 2001, cet argent est investi dans

trois villas pour accueillir les activités de la communauté marocaine. En 2011, l'Ambassade a dû déposer plainte contre le CNMS pour l'obliger à verser le loyer d'une des villas qu'il occupe. Pour Hassan et Mohamed, nos deux commerçants de la rue Mohamed V, il ne fait aucun doute : « *Ces guerres intestines*



La grande Mosquée de Dakar, construite en 1964 par un don marocain.

entre ces associations ne servent pas les intérêts de la communauté marocaine ».

III *d'appartenance aux origines tant marocaines que sénégalaises* ». Deux siècles après, ces pionniers de l'immigration se trouvent confrontés à la bureaucratie pour prouver leur marocanité.

### Marocains en sursis

« Ces Marocains n'ont pas de nationalité marocaine. Pourtant, ils revendiquent leur marocanité et un passeport », explique l'ambassadeur du Maroc au Sénégal. Le problème a pris de l'ampleur surtout après l'expiration de l'ancienne CIN dont les détenteurs n'ont pu la renouveler. « Pour avoir la CIN biométrique, il faut avoir un acte de naissance marocain, ce que ces personnes n'ont pas car elles ne sont pas inscrites sur le registre de l'Etat civil marocain », explique le diplomate.

Pour trouver une solution à ce quiproquo juridique, une commission ministérielle composée du ministère de l'Intérieur, des Affaires étrangères, de la Justice et du département en charge des MRE a fait le déplacement à Dakar en 2010. Il a été alors convenu d'envoyer des Adouls « pour statuer sur la marocanité de ces personnes. Des certificats d'actes de naissance pourront être rédigés sur place », détaille T. Berrada. Plus de deux ans après, les



Restaurant Le fassy à l'île de Gorée, inauguré par un Marocain.

personnes concernées sont suspendues à l'affectation des Adouls à Dakar. Pour le cas des mariages mixtes, l'ambassade reçoit 10 à 15 dossiers de naturalisations par an. Des demandes que les services consulaires transfèrent au ministère de la Justice à Rabat. Par

ailleurs, Hassan, Mohamed et Ahmed continuent de vivre leur aventure sénégalaise, au gré des évolutions de l'économie locale ■

Reportage réalisé avec le soutien l'Institut Panos Paris et l'Institut Panos Afrique de l'Ouest